



28 | IDÉES

QUE FAIRE CONTRE L'INFLATION ?

Alors que les banques centrales commencent à remonter leurs taux, les économistes s'interrogent sur la pertinence de la politique monétaire face à la hausse des prix

Laurent Cappelletti et Henri Savall Augmenter les salaires, c'est possible

Il faut négocier des augmentations salariales au plus près des réalités des entreprises pour stimuler la productivité, plutôt que des aides d'Etat ponctuelles, plaident les professeurs de gestion



Le contexte

La hausse des prix a atteint 4,8% sur un an en avril en France, 7,4% en Allemagne, 8,5% (en mars) aux Etats-Unis. La Réserve fédérale américaine a augmenté son taux directeur de 0,5 point le 5 mai, la Banque d'Angleterre de 0,25 point – ce qui laisse néanmoins le prix de l'argent aux alentours de 1%, bien inférieur à l'inflation. Une remontée trop forte des taux risquerait, comme en 2011, de casser une croissance déjà bien faible, mais aussi de bloquer les investissements indispensables à la transition énergétique, à la cohésion sociale, voire à la sécurité géopolitique. L'occasion, pour les économistes, de changer de grille d'analyse d'une inflation qui manifeste l'inadéquation entre notre modèle de production et de nouveaux besoins sociaux, plutôt qu'un déséquilibre macroéconomique.

Depuis presque cinquante ans et la fin des « trente glorieuses », le pouvoir d'achat, sous cette dénomination ou sous une autre, est au cœur des préoccupations des Français et donc des campagnes électorales pour la présidentielle. Ainsi, François Mitterrand a gagné en 1981 sur un programme de meilleure répartition des richesses, Jacques Chirac en 1995 sur la réduction de la fracture sociale, Nicolas Sarkozy en 2007 sur le « *travailler plus pour gagner plus* ». En 2017, la promesse d'Emmanuel Macron de supprimer la taxe d'habitation a pesé dans son élection.

Le sentiment d'insécurité économique, qu'il repose sur des faits ou des croyances, est profondément ancré depuis le premier choc pétrolier de 1973, qui fut, aussi, un choc sur les mentalités. Les Français sont passés d'une certaine certitude en la croissance de leur pouvoir d'achat à une incertitude certaine, en particulier dans les classes modestes et moyennes, les plus affectées par les crises. La crainte de ne pas finir les fins de mois doit être entendue, pour expliquer et rassurer lorsqu'elle repose sur des croyances (comme la crainte d'une explosion des prix lors du passage du franc à l'euro) et pour la traiter à la racine par des transformations réelles, lorsqu'elle résulte de faits établis.

Une hausse durable du pouvoir d'achat, c'est-à-dire non réversible pour les travailleurs, renvoie plus à une augmentation des revenus, à la fois satisfaisante pour les salariés et finançable par les chefs d'entreprise et par l'Etat employeur, qu'à

une baisse artificielle des prix à coups de subventions et d'aides d'urgence.

Le plus efficace pour développer durablement ses revenus est d'abord d'avoir un travail, seul facteur actif de création de valeur. Et, ensuite, de négocier le partage de la valeur ainsi créée, avec l'Etat pour les fonctionnaires et avec les chefs d'entreprise pour les salariés du privé.

Les politiques publiques doivent donc favoriser les créations d'emplois, les leviers de la productivité du travail que sont l'apprentissage, la formation professionnelle et l'innovation, mais aussi la négociation salariale. Vont dans ce sens, par exemple, les plans nationaux de reconquête industrielle sur des secteurs porteurs (hydrogène, agroalimentaire, aéronautique, etc.), la pression mise sur les branches professionnelles pour négocier avec leurs syndicats des augmentations salariales supportables, la défiscalisation



**LE SENTIMENT
D'INSÉCURITÉ
ÉCONOMIQUE EST
PROFONDÉMENT
ANCRÉ DEPUIS
LE PREMIER CHOC
PÉTROLIER, EN 1973**

sation des primes d'intéressement aux résultats de l'entreprise, les aides financières aux entreprises qui mettent en place des systèmes ambitieux de participation aux résultats ou qui investissent dans l'apprentissage, la formation et l'innovation.

Vont, en revanche, dans le mauvais sens les mesures qui, pour séduisantes qu'elles soient a priori – blocage des prix, suppression de la TVA, etc. –, n'agissent pas sur la racine du pouvoir d'achat. Ainsi, baisser la TVA sur des produits dont les prix augmentent en raison d'une offre inférieure à la demande – comme actuellement l'essence ou le blé – provoque, après une courte période de gain de pouvoir d'achat, un retour d'inflation des prix de ces produits qui annule ex post le gain réalisé, cela tant que l'offre reste inférieure à la demande. Pis, une telle mesure appauvrit la Sécurité sociale – donc les malades, les retraités et les familles qui en dépendent –, puisque ses prestations sont financées, en grande partie, par les recettes de TVA.

Améliorer les conditions de travail

Les mesures temporaires de l'Etat du type chèque énergie ou ristourne sur le litre d'essence permettent, certes, de soutenir le pouvoir d'achat par la solidarité nationale ou la redistribution sociale, mais elles n'ont pas vocation à être prolongées dans le temps, sauf à vouloir socialiser le pouvoir d'achat.

L'augmentation durable des revenus n'est pas une utopie. Les exemples récents du Ségur de la santé (183 euros net par mois de revalorisation des salaires des personnels soignants) et du secteur de l'hôtellerie-restauration (plus de 16 % d'augmentation des salaires sur l'ensemble des métiers du secteur), quoique imparfaits, illustrent bien cela. Une telle augmentation demande des négociations décentralisées, au plus près des réalités des

entreprises et des services publics entre les partenaires sociaux, relayées par des accords d'entreprise dans le privé ou entre les employeurs publics et les syndicats de fonctionnaires dans le public. Formulés au plus près du terrain mais encadrés par des orientations nationales, régionales et locales, ces accords doivent porter non seulement sur l'augmentation des rémunérations, mais aussi sur l'amélioration des conditions de travail et des carrières, afin de stimuler l'implication de chacun, et donc la productivité.

La recherche en gestion montre, en effet, que les coûts cachés annuels provoqués par les défauts de conditions de vie au travail, d'organisation et d'attractivité – absentéisme, rotation excessive du personnel, sous-productivité, etc. – sont gigantesques en France, de l'ordre de 20 000 euros par personne par an.

Au moins un tiers de cette perte peut être récupérable en valeur ajoutée par des améliorations négociées, et cela, quels que soient le secteur et la taille de l'entreprise ou de l'organisation publique considérée (*Maîtriser les coûts et les performances cachés*, Henri Savall et Véronique Zardet, *Economica*, 2020). De quoi autofinancer des augmentations significatives des revenus dans nombre de secteurs en France, singulièrement ceux en difficulté, pour attirer et fidéliser des compétences comme l'artisanat ou l'éducation nationale... ■

Laurent Cappelletti est professeur titulaire de la chaire Comptabilité et contrôle de gestion au Conservatoire national des arts et métiers; **Henri Savall** est professeur émérite de l'iaelyon School of Management et président-fondateur de l'institut de socio-économie *Iseor*